



**CSE
FRET**



Bulletin n° 71

LES INFOS CSE

Juillet 2023

FRET SNCF : IMPACT IMMINENT

Depuis l'annonce de la liquidation de Fret SNCF, vos élus UNSA-Ferroviaire ont réagi afin d'alerter la direction et ont déclenché localement des droits d'alerte concernant les risques psychosociaux engendrés.

Danger grave et imminent

La notion de danger grave et imminent (ou DGI) est définie comme une menace directe pour la vie ou la santé d'un agent dans un délai rapproché ou quasi immédiat. C'est l'apparition d'une situation dont la nature est susceptible de provoquer un dommage à l'intégrité physique ou à la santé de la personne. Un DGI est signifié à la direction concernée par le biais d'un dépôt de droit d'alerte. Une enquête est initiée afin de faire disparaître le danger dans les plus brefs délais.

Les élus du CSE Fret ont déposé localement des droits d'alerte sur tous les secteurs dans le but d'obtenir des réponses locales et non pas un copier-coller laconique national sans fond. Le postulat est simple : quelles sont les conséquences locales du socle de mesures imposées par le ministre des Transports ? Combien de suppressions de postes ? Combien de réorganisations ? Quel est l'avenir des agents du Technifret, des conducteurs, des opérationnels et des personnels de direction ? Comment la direction compte-t-elle gérer la souffrance engendrée ? Les annonces du gouvernement ont créé de l'angoisse et généré l'apparition des risques psychosociaux. Il faut agir.

Les RPS c'est quoi ?

On qualifie de risques psychosociaux (ou RPS) les éléments qui portent atteinte à l'intégrité physique et à la santé mentale des salariés au sein de leur environnement professionnel. Les facteurs principaux de risques psychosociaux sont les suivants : statut précaire, peur au travail, exposition à des dangers (violence interne, externe), changements, restructurations, conflits éthiques (devoir faire des choses contraires à sa morale) et utilité du travail (sens). La direction semble minorer, voire ignorer, les RPS. Pourtant, tous les indicateurs sont dans le rouge concernant la liquidation de Fret SNCF. La direction traite les DGI comme s'il s'agissait d'un motif concernant le fait de rassurer les agents. Nous rappelons que ces droits d'alerte ne concernent en rien des problématiques d'inquiétude des agents, mais un problème avéré de risques psychosociaux.



Pas de panique sur le Titanic

Les agents du Fret ont été soumis depuis des années à des réorganisations et cette issue funeste est LE coup de trop. Personne n'est en mesure de donner des renseignements fiables. Depuis le 23 mai et l'annonce de la discontinuité anticipée, la direction persiste et signe dans un déni en se voulant hypocritement rassurante. Fret SNCF est au bord du précipice et s'apprête probablement à vivre des drames internes. Cependant, les hautes sphères de Fret SNCF demandent expressément aux dirigeants des usines d'opter pour un discours calibré et lénifiant pour l'ensemble du personnel. Mais qui est là pour rassurer ceux qui doivent rassurer ? Dans certaines usines, des dirigeants affichent clairement leur désaccord avec les décisions européennes. C'est un peu comme si l'on nous répétait jusqu'à la nausée : PAS DE PANIQUE SUR LE TITANIC ! Mais les agents du Fret ne joueront pas du violon sur le pont jusqu'à ce que le bateau coule.

Dialogue de sourds

L'entreprise est ferme et directe sur un sujet qui ne l'est pas. Rien n'est acté et rien n'a été décidé en ce qui concerne les mesures officielles à prendre. La direction n'est pas capable d'être claire et nette, et ne sait pas où elle va. Un proverbe italien dit en substance : « Quand on ne sait pas où l'on va, on s'arrête et on regarde d'où l'on vient. Et on commence à réfléchir ». La direction confond action et réaction et fournit de l'information sur un sujet qui n'est pas correctement défini. Les agents de Fret SNCF sont les victimes d'un gouvernement thatcherien, dont le « banquier président » ne cesse de répéter « avant de tout reconstruire, il faut tout détruire ».

Pinocchio à la barre

Le ministre des Transports déclare à qui veut l'entendre qu'il est un européen convaincu et lucide qui se bat pour l'avenir d'une Europe autant écologique qu'économique. Il a conclu la rencontre en ajoutant : « Nous sommes convaincus que le fret ferroviaire a un bel avenir devant lui et nous nous battons pour garder Fret SNCF au sein d'un groupe fort ». Nous n'affirmons pas que le ministre a menti, mais sa notion du verbe « se battre » est assez approximative. Se battre signifie lutter et donner des coups. C'est vrai qu'il ne précise pas à qui il va donner des coups. Là, aujourd'hui, on se rend compte que c'est aux cheminots du Fret. Sa première annonce a été purement et simplement une capitulation. Pas de bataille, pas de combat.

Témoignage

Pendant ce temps, la cellule psychologique téléphonique apporte des réponses farfelues aux agents en souffrance (vous êtes jeunes, la vie continue, tout va bien se passer...). Toutes les mesures mises en place par la direction créent en fait plus d'inquiétude qu'elles ne participent à rassurer les agents. Sur le terrain, les dirigeants de proximité vendent un produit auquel ils ne croient pas. La direction montre du doigt la commission européenne en la rendant responsable des mesures qu'elle a décidé de mettre en place (alors que l'Europe n'a pas encore donné son jugement qui n'arrivera pas avant au moins 24 mois). Un DPX a avoué récemment : « Je dois faire passer une info dans laquelle je ne crois pas. On me demande de valider la destruction de l'entreprise pour laquelle je travaille, et les personnes qui me le demandent sont des dirigeants qui sont devenus ce qu'ils sont grâce à cette entreprise. Détruire ce qui nous permet de vivre, d'exister et d'être fier, cela va à l'encontre de nos valeurs de cheminots. Difficile de se regarder dans un miroir après ça ».

C'est quand qu'on va où ?

L'impression qui se vérifie est que la direction avance à vue sans avoir créé une vraie ligne de conduite. Les réorganisations en cours se mêlent aux décisions du gouvernement sans prendre en compte l'inconnue de la réponse de la Commission européenne. Le représentant de la direction est incapable de fournir des réponses concrètes. Tout le monde avance à vue sans réel plan de bataille. Plus les réunions se déroulent, plus on sent monter une incompréhension des élus, car aucune réponse n'est fournie. C'est le royaume du flou artistique. Rien n'est garanti et tous les acquis et droits sont sérieusement menacés de disparaître. Les mesures actées par la direction sont insultantes et insuffisantes. Les élus de l'UNSA-Ferroviaire demandent purement et simplement le retrait des injonctions du gouvernement et se battront avec tous les moyens possibles.

